



Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi

Le discours de Daladier : un malentendu (*Le Peuple*) ? une erreur (*Le Populaire*) ? NON

L'emploi de la troupe contre les dockers de Marseille n'est ni une erreur ni un malentendu

A LA PORTE, DALADIER !

Pour défendre les 40 heures
Contre le travail au rabais
Pour briser l'offensive du capital

Préparons la
GRÈVE GÉNÉRALE

par les conseils d'entreprises
et les milices ouvrières



Sur l'ordre du patronat, le gouvernement attaque les 40 heures. Et pas seulement par des discours à la radio, mais en envoyant la troupe pour faire le travail que les dockers marseillais, défendant les 40 heures, se refusent à accomplir.

Grosse émotion après le discours de Daladier. Les ordres du jour s'accumulent. Mais nulle part on ne voit un acte. Par contre, tandis que les multiples comités, C.A.P., groupes, sous-groupes se réunissent, des marchandages se préparent certainement dans la coulisse. Déjà, il n'est plus question de la provocation du gouvernement aux injonctions du patronat, mais de « malentendu » et d' « erreur » commis dans la forme du discours ou les interprétations de celui-ci !

L'emploi des soldats pour briser la résistance des dockers, dans cette même ville où la justice ne parvient pas encore à étouffer le scandale de réformes militaires achetées à coups de billets de mille, l'emploi de soldats montre qu'il n'y a pas d'erreur commise par Daladier dans son discours, ni de malentendu dans sa signification.

**

Daladier qui, en février 1934, fusilla par erreur quelques fascistes, ne demande qu'à obéir aux ordres du capital. Il est le chef du parti radical, pivot de la démocratie française, aujourd'hui en décrépitude ; après avoir endigué la poussée ouvrière en combinant le Front populaire avec les chefs des organisations ouvrières, ce parti, par la situation qu'il a créé, va nourrir les organisations fascistes d'une base de masse petite bourgeoise.

La bourgeoisie se moque des ordres du jour ; Daladier va probablement, par quelque chantage et quelque marchandage, sur le plan extérieur, tenter d'obtenir un compromis des chefs socialistes, stalinistes et cégétistes — qui ne demandent pas mieux. Il ne craint pas plus leur opposition que celle de Frossard, se plaçant volontairement sur la voie de garage pour le cas d'une forte montée ouvrière.

**

Or, c'est seulement la lutte des travailleurs qui peut à la fois briser l'offensive capitaliste, la poussée fasciste en France et éloigner le danger de guerre. 48 heures par semaine, des heures supplémentaires payées au rabais, une surproduction intensive, c'est un des aspects de la course aux armements entre les impérialismes, course dont l'aboutissant est la guerre. Le seul obstacle — il ne peut y avoir ni malentendu ni erreur — c'est la lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste.

Aider, par des actes, les dockers de Marseille, les gars du Bâtiment de Lyon, préparer la grève des mineurs, organiser un mouvement coordonné de tout le prolétariat, renouveler et approfondir l'expérience de juin 36, occuper les usines pour imposer le contrôle ouvrier, voilà comment il faut répondre à Daladier, voilà comment il faut agir pour le chasser.

A la porte, Daladier ! tel est le mot d'ordre de rassemblement de tous les travailleurs. A la porte, Daladier, par la grève générale ! Il faut que les travailleurs imposent à ceux qui les ont associés depuis trois années aux radicaux de cesser les marchandages et de se mettre eux-mêmes à la tâche, de tenir leurs promesses au lieu de demander à Daladier de ne pas provoquer les travailleurs. Les ouvriers doivent, de cette expérience, tirer la méfiance la plus grande envers ceux qui les ont fourvoyés ; ils doivent les minutieusement contrôler : ainsi ils vérifieront que seuls nous leur avons sans cesse dit la vérité.

Pour chasser Daladier, pour obliger Blum, Jouhaux, Thorez à prendre leurs responsabilités, pour préparer la grève générale, plus que jamais s'imposent l'organisation et les armes indispensables à la bataille : les conseils d'entreprises, les milices ouvrières.

La grève dans les ports méditerranéens

A Marseille a été formé un comité de soutien des dockers

PORT - SAINT - LOUIS - DU - RHONE, Port-de-Bouc. Après Marseille, le mouvement gagne les ports de la Corse et d'Algérie. Malgré la défaillance de la C.G.T. et les appels à la discipline de la Fédération des Ports et Docks.

Bravo les dockers !

A Marseille, un « Comité de soutien des dockers » a été formé par un groupe de dockers révolutionnaires. Cette initiative doit être soutenue par tous les ouvriers révolutionnaires.

Le tract suivant a été distribué par des camarades dockers :

COMITE DE SOUTIEN DES DOCKERS
(Solidarité-Informations)

Camarades,

L'offensive que mène la bourgeoisie contre les dockers ne vise pas seulement ces derniers.

Elle fait partie d'un vaste plan d'attaque contre toute la classe ouvrière pour lui arracher ses conquêtes de juin 1936, et principalement les 40 heures.

Elle a pour but aussi d'entraîner les ouvriers à

la Guerre en les embrigadant pour une soi-disant « Défense Nationale ».

Une sérieuse opposition contre le compromis et la trahison se manifeste chez les Dockers, elle mérité d'être soutenue activement par toute la classe ouvrière.

Vous avez refusé, Gagnaire en tête, « l'Arbitrage Obligatoire », très bien, il faut continuer dans cette voie.

Il faut continuer la lutte commencée par vous, jusqu'à la victoire totale.

Contre toutes les menaces d'un Daladier que l'on vous a imposé et encensé, il faut élargir votre mouvement en envisageant sérieusement la GREVE GENERALE.

Contre l'attaque du Capitalisme d'un des plus forts bastions ouvriers de Marseille, nous sommes prêts à vous soutenir sans relâche.

C'est dans un triple but : éclaircissement des positions révolutionnaires, organisation de l'information détaillée à la base, organisation de la Solidarité active, que des camarades dockers aidés par le Parti Communiste Internationaliste (Pour la IV^e Internationale), ont formé ce premier Comité.

Permanence, tous les soirs, entre 6 heures et 7 heures, au Bar Jean, 30, rue de l'Académie.

Des semaines décisives approchent

LA partie de poker dans laquelle, depuis l'Anschluss, s'opposent quotidiennement les blocs impérialistes rivaux, approche de son dénouement. Fébrilement, les diplomates cherchent des compromis, tandis que les états-majors se préparent à toute éventualité.

Cette situation résulte du nouveau rapport de forces créé depuis le traité de Versailles, par la renaissance de l'impérialisme allemand, le développement de l'impérialisme italien, l'essor de l'impérialisme nippon, le recul très sensible enfin de l'impérialisme français.

Le nouveau rapport de forces tend inévitablement à se traduire par un nouveau partage du monde : les uns, impatientes d'exiger leurs « droits » de brigands, les autres, « repus », prétendant défendre leurs rapines passées.

Dans cette controverse, l'U.R.S.S. stalinienne lie son sort aux « démocraties ». Sa politique, devenue foncièrement contre-révolutionnaire, n'appelle plus le prolétariat à se libérer de l'impérialisme mondial par la Révolution, mais l'invite à se soumettre aux impérialismes satisfaits, dénommés démocraties, pour briser les dents des impérialismes fascistes insatisfaits.

**

Quels sont les principaux sujets de division interimpérialistes ?

Les Etats-Unis s'inquiètent énormément des menées de Tokio et de Berlin. Tokio menace de fermer la porte de l'énorme marché chinois au commerce yankee. Berlin renforce sa concurrence commerciale en Amérique centrale et en Amérique du Sud, fomentant ou soutient les mouvements

A bas la répression de l'impérialisme français contre les opprimés de l'Afrique du Nord !

Nous avons reçu, avec prière d'insérer, la protestation suivante :

Parti du Peuple Algérien — proteste énergiquement et avec indignation contre la répression policière et les perquisitions arbitraires aux domiciles de ses membres.

Depuis quelques mois, la brigade nord-africaine de Paris n'a cessé de descendre soit au siège du Parti, soit au siège du journal « El-Ouma », soit aux domiciles des militants, saccageant tout sur leur passage comme de véritables vandales, bousculant, insultant, provoquant sans aucun motif des honnêtes gens.



Nous appelons toutes les organisations démocratiques, françaises ou coloniales et tous les hommes libres imprégnés de l'esprit de justice et de liberté d'élever une énergique protestation contre la dictature policière (à la Hitler et Mussolini) qui s'instaure à l'encontre des organisations démocratiques des Nord-Africains et contre le droit d'expression et d'organisation qu'on leur refuse.

Assez d'arbitraire, assez d'oppression contre le peuple Nord-Africain !!! Vive la liberté pour tous !!!

Le Parti Communiste Internationaliste — qui subit aussi les tracasseries policières — en faisant connaître aux lecteurs de « la Commune » les mesures qui frappent les militants algériens, appelle une fois de plus les travailleurs de France à soutenir les mouvements des opprimés des colonies contre l'impérialisme oppresseur.

d'émancipation nationale de ces pays jusqu'ici absolument vassalisés par l'oncle Sam,

L'expropriation, au Mexique, des puits de pétrole du capital anglo-saxon par le mouvement national de Cardenas et les marchés conclus avec Berlin pour la fourniture de ce pétrole et l'équipement militaire du Mexique sont pour Washington une nouvelle indication.

L'Angleterre voit les efforts de Tokio léser sérieusement ses gros intérêts en Chine, menacer les Indes, tandis que la force allemande, renaissante, jointe aux menées italiennes en Méditerranée, menace de réduire la puissance politique des îles Britanniques. Un recul d'influence de Londres ne manquerait pas d'être la prémisse du démembrement de son empire au bénéfice de ses rivaux, les Etats-Unis devant être, dans ce cas, les grands bénéficiaires — et cela la Cité ne l'ignore pas, c'est pourquoi sa décision est bien prise de faire front.

La France se sent à la fois menacée dans son empire colonial (en Indochine, en Méditerranée) et dans sa position politique en Europe, où le traité de Versailles lui avait donné l'hégémonie continentale.

Perdre l'Indochine, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, perdre le bastion que représente par son influence et sa force militaire la Tchécoslovaquie avec ses usines d'armement Skoda qui comptent parmi les premières du monde, voilà le risque auquel l'impérialisme français déprimant cherche à faire face.

Ceci posé, comment se présente le rapport des forces dans la partie de poker engagée entre les antagonistes ?

Les impérialismes « repus » ont une supériorité de résistance incontestablement plus forte. Ce sont eux qui détiennent les principales matières premières (pétrole, coton, caoutchouc, charbon, fer, etc.) qui peuvent aligner le plus d'hommes sur les champs de bataille, le plus d'or, qui possèdent la maîtrise des mers, à l'exception peut-être des mers de Chine.

Par contre, leur niveau d'armement actuel est inférieur à celui des Etats insatisfaits où le potentiel de guerre est au plus haut. Les états-majors italo-allemands utilisant ce fait affichent une grande assurance dans les résultats qu'ils attendent d'attaques foudroyantes, devant les rendre maîtres de l'Europe Centrale, des pays baltes et méditerranéens en peu de jours, leur donnant ainsi, sans parler de soulèvements coloniaux dont les affaires de Palestine donnent un avant-goût, une décision rapide en Europe.

Que valent ces pronostics ? Il faudrait être dans le secret des états-majors pour donner une appréciation sérieuse. Il nous semble aussi faux de considérer ces prétentions comme absurdes, qu'il est léger de les croire possibles. Les « expériences », comme disent les « experts-bourgeois » de la guerre en Espagne et en Chine, sont en effet très incomplètes, les gaz et les derniers dispositifs motorisés sur lesquels justement comptent Berlin et Rome n'ayant pas été mis en œuvre.

Ce qui est certain c'est que l'Anschluss a marqué un tournant dans les rapports interimpérialistes : depuis le coup d'Hitler, le surarmement a pris des proportions inouïes ; tous les pays sont mobilisés à l'état permanent et les impérialismes démocratiques, l'Angleterre en tête, mènent une vigoureuse contre-offensive sous de multiples formes : refus de prêts à l'Italie, aide à l'effondrement de la Bourse de Berlin, investissements importants en Europe centrale pour neutraliser la Pologne, pour essayer d'éviter l'absorption de la Hongrie par le nazisme, pour soustraire la Roumanie à l'influence allemande et obtenir ce qui est réalisé, le droit de passage des troupes russes, en cas d'attaque contre la Tchécoslovaquie, etc...

Notons aussi l'offensive diplomatique en Turquie, dans les pays de la Baltique, la Suède, la Norvège (Voyage du premier lord à l'Amirauté à Ankara et dans les pays scandinaves), et la Hollande. La défense des colonies hollandaises, qui sont toute la richesse de la bourgeoisie hollandaise et lui permettent de verser des allocations de chômage sérieuses aux 400.000 sans-travail de ce petit pays, a même conduit l'impérialisme hollandais à promettre son appui sans réserve, à Londres, contre engagement pour la flotte anglaise de défendre les possessions néerlandaises.

Signalons enfin la déclaration de Roosevelt qui assure le Canada de l'appui militaire des Etats-Unis. Cet engagement est d'une importance capitale. Le Canada serait, en effet, dans la prochaine

guerre, le bastion de la résistance anglaise et française (ravitaillement en blé, etc., centre industries de construction d'avions, etc.). A noter que les participations américaines au Canada sont considérables et atteignent ou dépassent peut-être même pour les principales branches les participations anglaises.

Cette violente offensive des « démocraties » ne semble pas avoir fait beaucoup reculer l'axe Berlin-Rome-Tokio. Mussolini continue à refuser le compromis en Espagne, l'Allemagne fait de puissantes manœuvres d'essai de ses cadres et de son matériel dont les conclusions joueront peut-être suivant qu'elles seront favorables ou non de façon décisive dans les décisions d'Hitler. En Tchécoslovaquie, Runciman piétine, mais Horthy est reçu et chapitré par Berlin, tandis qu'au sein même de la Petite Entente, malgré les efforts de Paris, se pose à Bied la question des minorités en Tchécoslovaquie.

Et, maintenant, que va-t-il se passer ? Aucune prévision n'est possible. S'il est vrai que les impérialismes repus ne semblent guère désireux de déclencher une guerre préventive il apparaît que le capitalisme français peut difficilement reculer. Par ailleurs, la situation économique très grave en Italie appelle avant longtemps une aide financière dont le refus prolongé peut précipiter le saut dans l'inconnu. L'Allemagne, de son côté, fait un effort militaire qui va jusqu'à la désorganisation économique, elle ne peut renoncer en échange à de substantiels succès diplomatiques. Que peuvent, par contre, offrir Londres et Paris ?

La victoire sans condition de Franco, des colonies à Berlin, des livres sterling à Mussolini — oui, mais sous diverses conditions celles-ci seront-elles jugées à leur tour acceptables par les dictatures en difficultés ?

Le compromis n'est pas impossible en dernière heure, il est même probable pour un temps encore, mais bien des accidents sont aussi possibles.

**

Dans une semblable conjoncture, la question sociale prend une importance accrue et décisive. Une poussée révolutionnaire aux colonies ou dans tel ou tel pays, l'effondrement du fascisme en Italie, la chute de Staline en U.R.S.S., le rebondissement révolutionnaire en France pourraient séparément ou en se combinant changer radicalement le tableau que nous venons d'esquisser. Le capitalisme international fasciste ou démocratique saurait alors faire passer ses intérêts de classe avant ses intérêts impérialistes propres.

Par-dessus les frontières, sous toutes les formes combinées possibles, tous les brigands chercheraient à écraser le foyer révolutionnaire. C'est pourquoi bien des situations complexes ne sont pas exclues (comme en Chine, au Mexique, en Espagne). Dans ces conjonctures, le prolétariat ne devra jamais perdre de vue ses objectifs propres. Il devra se rappeler sans cesse que ses exploités nationaux sont ses pires ennemis, que tout compromis avec eux prépare sa défaite, que la fraternisation avec le prolétaire d'en face mobilisé ou non est sa meilleure arme, comme la révolution mondiale reste son seul but, ses seules possibilités de victoire.

Des abonnements !

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (0 fr. 50 le No.)

3 mois	8 Fr.
6 mois	15 Fr.
1 an	30 Fr.

ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)

1 an	30 Fr.
------------	--------

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures
36, rue du Château-d'Eau, 36

La guerre civile en Espagne

La situation militaire ne subit pas de grands changements en ce moment. La lutte continue intense et sans trêve autour de Gandesa. Les forces du fascisme attaquent et contre-attaquent sur tous les fronts, les républicains rectifient légèrement leurs lignes sous la pression de l'adversaire, en particulier sur le front de l'Ebre.

En même temps qu'elle publie la réponse de Burgos à Londres, sur le problème des volontaires, la presse fasciste parle « d'opérations de grande envergure en cours, pour terminer la guerre avant l'hiver ».

En effet, l'arrogante réponse du général Franco au plan anglais ne peut surprendre que messieurs les Blum, qui ne voient la fin de la guerre en Espagne, que grâce à un « compromis » avec le fascisme, ce qui est le premier pas de la capitulation de la république devant le fascisme.

Les conditions émises par Franco ne sont pas inconnues : droit de belligérance d'abord... et le reste ensuite.

Londres et Paris, qui ont tant travaillé à Barcelone, pour préparer le terrain pour la « discussion » pour la préparation d'une « paix » en Espagne, voient leurs plans compromis par Mussolini.

Mussolini fait savoir par la bouche du comte Ciano, que « l'Italie ne cessera d'envoyer du matériel en Espagne, aux volontaires, tant que tous les volontaires de l'Espagne républicaine et nationaliste, ne seront pas retirés ». Voilà à quel point se trouve de « nouveau » la situation de la guerre en Espagne, par la politique de trahison des dirigeants de la II^e et de la III^e Internationales, et par la politique du Front populaire.

La solution de la crise du gouvernement Negrin

La crise du gouvernement Negrin dont nous avons parlé dans notre numéro précédent a été résolue par la substitution de deux ministres, sans apporter un grand changement à la politique contre-révolutionnaire de ce gouvernement. La crise a servi à la manœuvre politique des agents du Guépéou de Staline, qui ont marqué un point sur les réformistes et les démocrates, renforçant leurs positions dans le gouvernement et en Catalogne.

Ce n'est pas une solution de ce genre, faite dans l'ombre et dans les manœuvres des chantages du stalinisme, qui pourra apporter une solution aux problèmes ayant une portée formidable, comme celui de la continuation de la guerre contre le fascisme et la garantie de la victoire.

Pour la première fois, dans la crise du gouvernement Negrin, deux courants politiques se sont affrontés, sur des positions irréconciliables : d'un côté les réformistes et les républicains, partisans de la « paix » des Espagnols contre l'intervention étrangère ; de l'autre le stalinisme et les anarcho-sindicalistes, contre la « paix » par un compromis avec le fascisme. Les problèmes des libertés démocratiques, des minorités nationales de la Catalogne et Euzkadi, le problème de la « justice » pour les assassinats « illégaux » que le Guépéou continue à commettre en Espagne, le problème de la militarisation des industries de guerre, etc... sont passés au second plan des désaccords

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

Le Gérant : A. BASTIDE.

qui divisaient les diverses fractions du Front populaire. Dans ces manœuvres, M. Negrin a joué le rôle d'arbitre, se passant de l'appui du parti socialiste pour avoir celui du stalinisme.

Ainsi sa politique contre-révolutionnaire, anti-ouvrière peut être accentuée, pour favoriser, dans une autre voie, la victoire du fascisme.

**

Comment sauver les emprisonnés révolutionnaires

Pendant ces deux années de guerre, les masses des ouvriers, des paysans et des soldats ont appris, avec leur sang, à connaître les traîtres, et la politique de trahison, non seulement de ceux qui veulent la paix, et qui, tous unis dans le Front populaire, ont développé la même politique anti-ouvrière et favorisé le fascisme, qui est aujourd'hui certain de sa victoire... Sans liberté pour le mouvement ouvrier, sans la libération de tous les emprisonnés révolutionnaires, sans la constitution des « comités révolutionnaires », parler de continuer la guerre pour la victoire sur le fascisme, est du pur charlatanisme contre-révolutionnaire. Ni Prieto, ni Negrin avec Staline et la C.N.T. ne peuvent constituer une prémisses pour la victoire de la classe ouvrière contre le fascisme.

Seul un gouvernement des ouvriers et des paysans, assurant la victoire de la révolution prolétarienne contre le capitalisme, peut garantir la victoire contre le fascisme de Franco et de ses maîtres Mussolini et Hitler.

La politique de la C.N.T. et du stalinisme, ne fait que favoriser le fascisme dans tous ses calculs. La C.N.T. qui avait promis de s'occuper de la libération des révolutionnaires emprisonnés, met en danger, par son alliance avec le stalinisme, la vie de tant de prolétaires gardés en prison bien qu'innocents et menacés d'être assassinés.

Nous avons été surpris en lisant dans « Independent News » la satisfaction éprouvée par la représentation du P.O.U.M. à l'étranger, de l'envoi de l'avocat Henri Torrès en Espagne, pour défendre le C.E. du P.O.U.M.

Qu'une organisation comme la S.I.A. puisse proposer Torrès au P.O.U.M. pour défendre les prisonniers en Espagne, cela est normal... mais qu'un parti « marxiste » ne sache pas comment apprécier ce choix, ceci est vraiment surprenant.

Henri Torrès, renégat du communisme, aventurier sans scrupules, ami de Carbucchia-Chiappe, agent trouble de Laval, rapporteur du pacte franco-soviétique, etc., etc., est choisi pour défendre les révolutionnaires du C.E. du P.O.U.M., Andrade, Gorkin, Gironella ! Cela constituerait une énormité si le mouvement prolétarien ne traversait pas une situation comme celle d'aujourd'hui.

Ce ne sera pas en substituant la lutte prolétarienne pour la défense des victimes de la réaction, par le choix d'un avocat à la Torrès, que l'on pourra défendre la vie des militants.

Nous posons la question aux organisations ouvrières qui doivent réagir contre de tels systèmes qui mettent en danger tout le travail en cours, pour arracher des mains du Guépéou les victimes de la contre-révolution.

C'est seulement par une politique juste de front unique de toutes les organisations d'avant-garde, sur le terrain de la lutte révolutionnaire de classe que l'on peut faire reculer les assassins.

Rosalio Negrete

arrêté à Madrid

Par le journal américain « Labor Front », nous apprenons l'arrestation à Madrid du camarade Rosalio Negrete (Russell Blackwell) qui milita longtemps au Mexique puis aux Etats-Unis et qui se rendit en Espagne en 1936. Un révolutionnaire de plus dont la vie est menacée par le Guépéou.

Jusqu'à quand, face à une organisation raffinée de la contre-révolution, les militants et les organisations se réclamant de la révolution prolétarienne agiront-ils de façon dispersée ?

**

Partisan de l'unité d'action pour la défense des militants révolutionnaires emprisonnés en Espagne « antifasciste », le Parti Communiste Internationaliste avait, voici une quinzaine de jours, donné son adhésion au Comité de défense des révolutionnaires espagnols. A ce jour, n'ayant reçu aucune nouvelle, le P.C.I. a décidé de renouveler sa démarche.

Les stalinistes américains et la défense de l'U.R.S.S.

AMAIS ne fut plus grand l'effort des stalinistes pour entraîner les Etats-Unis dans le « bloc des démocraties » contre le fascisme. Tous les moyens sont bons, y compris d'aussi petits que les voyages de Florimond Bonte et de Darnar en Amérique.

Mais, aux Etats-Unis même, le parti stalinien pique des accès de chauvinisme auprès desquels la prose de « l'Humanité » elle-même est bien insignifiante. Par exemple le dernier congrès du parti stalinien a posé comme condition d'adhésion le fait d'être de nationalité américaine.

Enfin, ils ont aussi un « fils du peuple » qui s'appelle Earl Browder ; il fut récemment entendu par la Commission d'enquête dirigée par le sénateur Mc Naboe sur les activités subversives aux Etats-Unis.

Parmi les déclarations du Thorez américain, on peut relever entre autres que « les Etats-Unis seront un des derniers pays à adopter le communisme et que cela se passera loin, loin dans l'avenir ».

Questionné sur l'American Legion, cette organisation fasciste d'anciens combattants qui, en 1927, vint provoquer les ouvriers parisiens après les assassinats de Sacco et Vanzetti, le « fils du peuple » américain qualifia la politique de l'American Legion de « démocratique et libérale ». Il ajouta même : « Nous sommes d'accord avec la Légion pour défendre le Gouvernement des Etats-Unis et ceci s'applique contre quiconque voudrait le renverser. En fait, je pense que le Parti communiste est le seul qui n'ait pas de divergence essentielle avec la Légion. Il est le seul parti qui ait soutenu la Légion dans sa revendication pour le bonus ».

Mais le sénateur Mc Naboe posa une question précise : « Que feriez-vous s'il y avait une guerre entre les Etats-Unis et la Russie ? ». Après avoir tenté de s'esquiver par une déclaration solennelle : « Je refuse d'admettre la possibilité d'une telle guerre », talonné par la Commission d'enquête, Browder déclara « qu'il se battra pour les Etats-Unis ».

Quand on a lâché le chemin de la révolution, il était inévitable de finir dans la peau du défenseur du capitalisme le plus puissant.

Ouvriers !
Paysan !
Fonctionnaire !
Soldat !
Sois le correspondant
de "la Commune"

Quel bloc se fera au nom de l'indépendance du syndicalisme



Tandis que Jouhaux débarque aux Etats-Unis, laissant le reste de la direction confédérale se situer envers Daladier et en présence d'une volonté de résistance des masses, la préparation du Congrès confédéral de Nantes commence à se faire, non pas par une discussion dans les organisations, mais par les contacts entre cliques et sous-cliques de bonzes syndicaux. Nous avons, la semaine dernière, dénoncé les ambitions staliniennes d'introduire H. Reynaud au Bureau confédéral ; mais les staliniens, pour leurs opérations, spéculent aussi sur les manœuvres de leurs adversaires.

**

A « Syndicats », tout le monde n'est pas encore rentré de vacances et c'est pourquoi Dumoulin n'a pas encore donné la suite de sa motion « constructive ». On se contente de saluer le Congrès des instituteurs, en déplorant bien entendu les coups de sifflet qui accueillirent Jouhaux et en en laissant la responsabilité à une minorité qui... minorité que...

Dans « Le Libertaire », Ringeas cherche à recueillir subrepticement son tir. Ce lui est aussi l'occasion de regretter l'accueil à coups de sifflet de Jouhaux « qui... ne perd rien de son prestige » (« Le Libertaire » du 18 août). Le rédacteur du « Libertaire » propose, d'une part, le bloc de tous les syndicalistes partisans de l'indépendance du syndicalisme contre les politiciens, et, d'autre part, un bloc des révolutionnaires sur les autres questions.

Examinons, pour cette fois-ci, la première question. Observons tout d'abord que le terme « politicien » s'applique fort excellemment à plus d'un partisan de l'« indépendance du syndicalisme », par exemple, Chambelland, Chazoff, Dumoulin, Belin et tutti quanti.

Mais, disent certains camarades, aujourd'hui, c'est absolument nécessaire de faire un bloc contre la pénétration stalinienne ; et ils citent l'exemple des P.T.T. à Vichy. Celui-ci, précisément, montre qu'un tel bloc est sans lendemain, qu'il est même inexistant, car il ne résoud aucun problème. En outre, pratiquement, « l'indépendance du syndicalisme » trouve autant d'interprétations que possible. Il n'y a que quelques semaines, le rédacteur du « Temps », R. Millet, fit une enquête sur le mouvement syndical. Il étudia la C.G.T. et la C.G.T.S.R. aussi bien que les syndicats professionnels et les syndicats chrétiens, il examina les petites organisations fascistes syndicales rivales, ainsi que les tendances et sous-tendances depuis Frachon jusqu'à la Roque ; et il arriva à la conclusion suivante : tout le monde syndical se déclare partisan de l'indépendance du syndicalisme !

Quand une formule se prête aux sollicitations de tout le monde, c'est qu'elle n'a aucune signification précise et par conséquent les militants révolutionnaires n'ont aucun intérêt, même tactique, si minime soit-il, à faire leur une formule si élastique.

Faire bloc sur « l'indépendance du syndicalisme » ? Mais puisque sauf nous (quantité bien négligeable, n'est-ce pas, Messieurs les bonzes qui oubliez que vos confrères d'Allemagne ont placé beaucoup plus de cartes et de timbres que vous pour se trouver, du jour au lendemain, chassés par le fascisme), puisque sauf nous tout le monde est « indépendant du syndicalisme », le bloc préconisé, jusqu'ou s'étendra-t-il ? pour quels objectifs ? Les uns chercheront peut-être une victoire de principe ; mais les

Dans la Nouveauté

Les leçons d'une seconde manifestation

La première manifestation de rue organisée contre les licenciements du Printemps n'a pas empêché le patronat d'en provoquer à nouveau, le lendemain même de celle-ci.

Huit jours après, ce sont les Galeries Lafayette qui procèdent à une centaine de licenciements environ.

Les habituels communiqués et démarches de protestation dans les ministères étant définitivement usés, la direction syndicale comptant sur le succès de la dernière manifestation, décida d'en organiser une nouvelle. On convoqua en hâte les responsables et on leur demanda d'organiser en 48 heures une action qui doit être imposante.

A cette réunion, aucune réaction des délégués ; cette proposition est appelée à être approuvée sans aucune discussion. L'esprit critique des militants étant énormément étouffé, ils acceptent maintenant, après avoir des mois et des mois accepté les démarches dans les ministères, la décision de passer à l'action, mais sans aucun enthousiasme et sans s'interroger sur les perspectives d'une telle activité nouvelle ; sauf une tentative d'un délégué rappelant la nécessité de lier cette action à un mouvement plus large.



bonzes de « Syndicats » qui désirent autre chose que des satisfactions platoniques cherchent tout simplement à fourvoyer et à étouffer les révolutionnaires qui se dressent contre la politique confédérale, contre la politique commune de Jouhaux, Frachon et Belin, dans une voie sans danger pour le capitalisme.

Que les non-politiciens du « Libertaire » leur emboîtent le pas, cela ne nous surprend pas de la part des amis de Monsieur le Ministre Garcia Olliver qui peut écrire un article sur le 18 juillet 1936 à Barcelone en faisant l'éloge de Companys et en ne mentionnant même pas le P.O.U.M. Les « non-politiciens » du « Libertaire » sont proches parents de ceux du « Peuple » et de « Syndicats ».

Mais les ouvriers révolutionnaires ne suivront pas ces combinaisons politiciennes et se grouperont sur un programme de lutte contre les partisans de « l'indépendance du syndicalisme et de la défense du régime capitaliste ».

AVEC une série interminable d'articles, Magdeleine Paz vient d'informer les lecteurs du « Populaire » de la « misère des étrangers » frappés par les derniers décrets-lois Sarraut. Seulement, dès le début du reportage, dont le titre qualifie généreusement la France de « terre d'asile », Magdeleine Paz nous rappelle — (son reportage n'était-il pas déjà suffisant pour cela) — qu'elle est une Française qui a honte... d'être privilégiée. C'est sans doute pour cette raison que sa douzaine d'articles est imprégnée d'un dégoûtant chauvinisme petit-bourgeois qu'elle essaye péniblement d'atténuer.

Magdeleine Paz s'est penchée sur la tragédie des immigrés chassés de France, mais en demeurant dans les strictes limites de la politique réformiste de M. Blum ; c'est-à-dire qu'elle ne trouve aucune autre solution à cette chasse à l'homme, que celle de modifier... d'humaniser les décrets réactionnaires du gouvernement Sarraut-Daladier.

Est-ce vraiment au ministre de l'Intérieur qu'il faut s'adresser ? Et dans ce cas, qu'a fait le gouvernement Blum, pour résoudre le problème des travailleurs immigrés ? Magdeleine Paz ignore-t-elle que la persécution contre les travailleurs

La manifestation réunit pourtant un nombre important d'employés et, vers 19 heures, sur le boulevard Haussmann, des Galeries au Printemps, les employés circulaient, cherchant le moment favorable d'exprimer à haute voix leur mécontentement.

Mais la police avait prévu une série de cordons ne donnant pas la possibilité de se grouper suffisamment nombreux et toute tentative d'élever la voix vous valait d'être immédiatement embarqué. Il y eut bien des cris de « Cessez les renvois », à intervalles, mais ils n'eurent pas une ampleur suffisante.

Or, les employés présents voulaient manifester vigoureusement et ils furent désorientés car rien n'avait été prévu pour cristalliser ce mécontentement. Comme il avait été déclaré à la réunion des délégués, on les avait invités à circuler et à ne pas s'opposer à la police, ce qui fut fait. Nous devons tirer les leçons d'une telle improvisation hâtive.

Tout d'abord une convocation de bouche en bouche n'empêche pas la police d'être présente au rendez-vous et ne réunit que les militants et la minorité des entreprises, alors qu'une agitation par tracts dans les magasins lierait l'ensemble des employés.

Aucune annonce dans la presse ouvrière qui inviterait, sur une question qui intéresse l'ensemble des travailleurs, et en particulier les employés de banques et assurances à y participer nombreux à cette heure dans ce quartier.

Lorsqu'on se fixe un objectif, il faut en prévoir les difficultés. Voulait-on tenir la rue quel que soit le déploiement policier, il fallait des groupes de militants chargés de canaliser, d'animer et de prendre les initiatives nombreuses possibles pour que cette manifestation atteigne son but.

Mais cette organisation elle-même ne pourra être assurée que si les organisations sont animées d'un souffle révolutionnaire, que les militants soient convaincus de l'antagonisme des classes et rompent définitivement avec la pratique de la collaboration de classe.

Mais pour imposer une nouvelle orientation, les volontés des militants désireux de faire quelque chose il faut se grouper sur une plateforme précise et avec un programme clair permettant de rassembler le plus grand nombre possible de travailleurs des entreprises.

Madame Paz et les

étrangers de la part des divers gouvernements français dure depuis toujours, même si elle a été moins féroce il y a quelques années ? Ignore-t-elle aussi que les « jeunes étrangers ne connaissant que la langue française » dont elle parle, étaient pourtant déjà des « étrangers » lorsqu'ils étaient écoliers. Et cela remonte bien à une vingtaine d'années... Mais Magdeleine Paz n'est pas allée si loin, et elle a découvert, malgré les 45.000 rapatriés de 1935, des « allées fleuries de roses dans les jardins » des mineurs polonais du Nord qui... bénissent le front populaire. Il est évident que Magdeleine Paz veut faire croire que les travailleurs étrangers chassés comme des malfaiteurs de la « terre qui s'intitule avec fierté, la terre d'asile », remercient quand même le front populaire.

Alors, il s'agirait de changer simplement quelques articles aux décrets-lois contre les étrangers ? Mais c'est aussi l'avis des Campolongo de la Ligue des Droits de l'Homme italienne, et des Nenni-Gallo des partis stalinien et réformiste immigrés, qui possèdent, eux, le permis de séjour sans « vérification de leurs moyens d'existence », en qualité de collaborateurs précieux du Guépéou qui désigne les ouvriers « trop révolutionnaires »

LYON

Le bâtiment fait grève

Le surarbitre a donné tort aux ouvriers du Bâtiment de Lyon. Comme son compère l'a fait pour les dockers de Marseille. Les sentences en « équité » se font de plus en plus nettement agressives et défavorables aux prolétaires.

Le Bâtiment de Lyon, qui a une tradition de combat ne s'est pas incliné, il a étendu sa grève à tous les chantiers et aussi dans le département. Si le patronat voulait recourir à des jaunes, ceux-ci seraient sévèrement corrigés. Mais les patrons du Bâtiment de Lyon sont soutenus par tout le patronat de France. La bataille du Bâtiment Lyonnais ne doit pas rester isolée. Plus que jamais se pose à très bref délai une tâche impérieuse : la grève générale, pour briser l'offensive gouvernementale et capitaliste.

Chez les mineurs

Les « gueules noires » sont mécontents de leurs conditions de travail. Les pourparlers ne leur ont rien donné, ce n'est pas la première fois. On leur demande maintenant des heures supplémentaires à foison.

Les dirigeants ont de plus en plus de difficultés pour freiner les mineurs, pour endiguer leur volonté d'action. Encore des pourparlers avec la menace de grève pour le 15 septembre. Les bureaucrates, qui savent bien que les pourparlers ne peuvent pas donner grand chose, ne font cependant rien pour préparer la grève, rien pour organiser la bataille.

Mineurs, méfiez-vous d'arriver sans préparation le 15 septembre. Par puits, par mines, organisez vos comités, vos piquets. Préparez l'occupation des mines. Assurez la liaison entre votre mouvement et celui des autres corporations, de celles qui sont déjà dans la bataille, comme les dockers, et de toutes celles qui sont agressées par le capitalisme.

La grève générale, l'occupation des mines, faire plus et mieux qu'en juin 36. Les mineurs ne se laisseront pas endormir par les phrases des dirigeants syndicaux, que ce soient les Bard ou les Quinet et Morival, ennemis d'hier, amis d'aujourd'hui, bureaucrates de toujours.

DIFFUSONS

« La bête trotskyste » explique...

AUX METALLOS TRAHIS...
POURQUOI ET COMMENT
LES QUARANTE HEURES
ONT ETE ABANDONNEES

(La grève du 24 mars au 16 avril)

Rédigée par des métallos, une brochure
de 20 pages : 0 fr. 50.

travailleurs immigrés

ou « trotskystes » à la bienveillance de la police.

Quant à Magdeleine Paz, qui a renié bien d'autres choses, elle peut bien accepter en même temps que son ami Raoul Evrard, comme une « solution heureuse » l'envoi des réfugiés antifascistes à Madagascar et au Kenya. C'est évidemment un moyen excellent d'éloigner les révolutionnaires « perturbateurs » de la « terre d'asile » et de les placer sous la surveillance directe des impérialismes démocratiques sanglants français et anglais, qui auraient tôt fait de transformer l'île de Madagascar et le Kenya en camps de concentration et de déportation, à la manière de Mussolini-Hitler et Staline.

Ce serait aussi une bonne excuse pour briser les sentiments d'internationalisme prolétarien chez la classe ouvrière d'Angleterre et particulièrement de France, pour qui le contact avec les immigrés révolutionnaires, à l'usine, aux champs, dans les manifestations, est un rappel constant que « les prolétaires n'ont pas de patrie » et de l'union des prolétaires du monde entier contre le capitalisme.

Et bien, non, les ouvriers révolutionnaires étran-

La lutte des dockers de Marseille

Une seule réponse :

Grève générale !

Le conflit des dockers de Marseille dure toujours, grâce à l'admirable combativité des dockers, pleins d'esprit de classe. C'est, en effet, sur le terrain de lutte de classe, et non, comme voudraient le faire croire les stalinien, sur le terrain de la défense de « l'intérêt de la nation », que se déroule cette lutte dont l'issue dépend en premier lieu de l'intransigeante combativité des dockers et de l'élargissement du mouvement aux autres corporations jusqu'à la grève générale. Les dockers de Marseille se trouvent à l'avant-garde de la lutte — surtout depuis le discours de Daladier ; c'est sur la question des dockers que s'est engagée la première grande bataille de l'offensive Daladier contre les 40 heures.

Jusqu'ici, les dirigeants syndicaux des dockers de Marseille, et sous la poussée incontestable de la base, ont pris une position assez conforme aux intérêts des dockers ; Gagnaire refusant avec le syndicat l'*arbitrage obligatoire*, préconisé et admis par les stalinien, voilà un incontestable pas en avant. Mais, en même temps, ces dirigeants ont fait des déclarations à la presse, « dans le souci de défense de l'économie française » que les dockers se doivent de repousser impitoyablement.

Si cependant les dirigeants marseillais du syndicat des dockers se conforment, pour le moment, aux désirs de la base, les bureaucrates stalinien, haut placés, Le Gall, Racamond, s'efforcent, tout en déclarant soutenir les dockers, de torpiller par d'adroites manœuvres le mouvement.



Voyons les détails. Le 19, la délégation syndicale rentre de Paris, avec les propositions du ministre : reprendre immédiatement le travail sur la base de la sentence du surarbitre Masselin, et reprendre... les pourparlers avec les patrons en vue d'une éventuelle augmentation des salaires, c'eût été désavouer le mouvement et accepter la défaite. Aussi, malgré l'insistance de la délégation syndicale (Gagnaire, Fanucchi) qui se range aux propositions du ministre, les dockers refusent et déclarent vouloir continuer le mouvement.

Trois fois, les Gagnaire et Fanucchi reviennent à la charge pour faire accepter la

gers, tous frappés par les mesures de M. Sarraut, n'ont pas besoin des Magdeleine Paz pour les « défendre » au nom des « bienfaits que la France pourrait en tirer ».

Ils savent qu'il existe en France, le prolétariat de juin 1936, qui s'est soulevé contre l'exécution de Sacco et Vanzetti en 1927, qui a hurlé son indignation lors de l'affaire des 19 nègres de Scottsborough, qui a crié : « des avions et des canons pour l'Espagne révolutionnaire » contre les Léon Blum-Cachin et les Magdeleine Paz, qui comprend quand il le faut ce que signifient les mots : internationalisme révolutionnaire. C'est à ce prolétariat que les sans-patrie persécutés s'adressent et non aux ministres de la république française.

Les Magdeleine Paz souriront sans doute, en pensant que le prolétariat en question ne peut pas réagir parce qu'il est trahi par les partis du front populaire. Ce n'est qu'une « partie remise » parmi tant d'autres. La révolution socialiste, seule, donnera le droit de séjour aux travailleurs dans le monde entier, balayant tous les laquais de l'impérialisme démocratique et fasciste, diviseurs et assassins de la classe ouvrière.

proposition des dockers ; trois fois ils essuient un échec lamentable ; les dockers sont combatifs, le mouvement continue. Cependant l'absence d'une opposition révolutionnaire consciente se fait sentir...

Le gouvernement décide donc de régler la question par décret : bien entendu le décret donnera satisfaction, surtout aux patrons, et appliquera la rationalisation que les dockers refusent. Cependant le gouvernement est fort de la complicité de Racamond, qui déclarait, le 19, à la presse : « Quand les salaires seront augmentés, les dockers examineront la question de l'organisation du travail sur le port » (il s'agit de rationalisation). C'est faux : les dockers ont refusé cette rationalisation et continueront à la refuser malgré Racamond, qui s'efforce ainsi de torpiller le mouvement et d'aider les patrons à augmenter leurs bénéfices sur le dos des travailleurs du port. La déclaration de Le Gall encourage, elle aussi le gouvernement et le patronat à la résistance. Le Gall déclarant qu'il serait impossible de faire appel aux ouvriers des autres ports méditerranéens pour la grève de solidarité. Sans l'appel à la solidarité, les dockers de Marseille se passeront de Le Gall. Ils sauront eux-mêmes parler à la classe ouvrière.

En attendant le décret et son application, le dimanche 21, le patronat remplace les dockers par les Sénégalais de la troupe, qui, sous la protection de la police et de la garde mobile, déchargent les courriers arrivant le dimanche matin : « Pascal Paoli » de Corse, « El-Djezaïr » de Bône, « G.G. Guyeden » d'Alger, « G.G. Grévy » de Tunis, « Panema » de Philippeville. Les Sénégalais se contentent de débarquer le courrier postal, bagages et voitures de passagers. Les marchandises et les primeurs restent en cale jusqu'à lundi, où les dockers vont les débarquer.

Peu de camarades dockers aux quais pendant le travail des Sénégalais. Une certaine fraternisation s'ébauche entre les dockers présents et les Sénégalais : échange de cigarettes, petits mots d'amitié, etc..., fraternisation limitée par la présence des gueules de vaches et des flics. A notre avis, les dockers n'ont pas manifesté assez d'hostilité aux flics et gardes mobiles présents. Par ailleurs, la grande majorité des dockers a eu tort de se désintéresser de cela et de ne pas venir dimanche aux quais pour manifester. Le syndicat se contente d'une protestation platonique, cela est absolument insuffisant, il faut sur ce point préparer l'offensive pour que des faits semblables ne puissent plus se produire sur les quais.

Le décret du gouvernement commence à être connu maintenant ; il accorde une certaine augmentation de salaires aux ouvriers et de grosses satisfactions aux patrons. Encore ce décret est susceptible d'être modifié, étant donné qu'il a été élaboré sous la direction de Ramadier, depuis démissionnaire, et que Daladier, avec son nouveau ministre, s'attachera à réaliser ses principes réactionnaires, définis dans son dernier discours, en premier lieu, dans ce décret. Les dockers et leur syndicat ont parfaitement raison de repousser tout décret.

En présence de la situation créée par l'offensive de Daladier contre les 40 heures, les dockers doivent faire immédiatement, appel à toute la classe ouvrière pour la grève générale ; ils seront ainsi le détachement d'avant-garde de toute la classe ouvrière dans la lutte pour les 40 heures, pour un gouvernement ouvrier et paysan.

SUR LA DISPARITION DE RUDOLF KLEMENT

Les problèmes de la construction de la Quatrième Internationale

LA lecture de l'organe du P.O.I., « La Lutte Ouvrière », nous apporte cette semaine, noyé dans un long article, le désaveu de la campagne de « La Liberté ».

Le scandale de l'information systématique — et privilégiée — des journaux réactionnaires, a été compris des militants du P.O.I., leurs protestations ont eu un écho, la « L. O. » se délimite, ment sur l'origine de la campagne de « La Liberté », met cela sur le compte d'une conférence ouverte de presse...

Mentionnons qu'à cette conférence OUVERTE, « La Commune » n'avait pas été convoquée et mentionnons surtout que c'est PASSAGE DUBAIL que fut reçu, seul, par un membre du bureau du P.O.I., le délégué de Doriot, venu quémander des informations, malgré les protestations étonnées de camarades...

Les articles de « La Liberté » parurent, de nouvelles informations lui furent transmises, deux numéros de « La Lutte » parurent et ce n'est que cette semaine que « La Lutte » désavoue, dans un article probablement rédigé par celui qui reçut et informa le délégué de Doriot...

Tels sont les faits, et les faits seuls importent. Ce que nous affirmons est véritable, pas un fait n'est dénaturé, les agissements de ces gens sont assez significatifs, nul besoin de les exagérer...

Les militants révolutionnaires n'ont pas peur de la vérité, les faits sont ce qu'ils sont, les dénaturer ne suffit pas pour les réduire, déclarer faible l'ennemi fort ne suffit pas pour le vaincre. Mieux vaut connaître sa force exacte et adapter ses moyens de combat.

Le mensonge, le bluff sont les systèmes aimés de toutes les REACTIONS, fascistes, démocratiques, bureaucratiques, les couches REACTIONNAIRES spéculent sur l'ignorance des faits exacts par la masse, s'appuient sur cette ignorance. Les REVOLUTIONNAIRES, eux, ne méconnaissent pas l'ignorance entretenue dans les masses, mais tout leur système de lutte est orienté à la combattre, ils savent que la LIBERATION du capitalisme comprend la libération de son système culturel, moral, et doit aboutir à donner à l'esclave prolétaire sa pleine puissance de compréhension.

Tout ceci semble vérité acquise pour des marxistes révolutionnaires, mais il s'agit de le réaliser. Ceux qui luttent pour la IV^e Internationale, luttent contre les flibustiers qui exploitent les « espoirs » des masses, décrivent leur misère, mais trompent ces masses ; nous voulons faire passer le programme dans la vie, nous sommes encore une infime minorité. Cette minorité, pour acquiescer sa pleine force, a besoin, pour sélectionner ses cadres, de connaître les difficultés qu'elle a à vaincre, elle trouve son pivot dans la conscience de classe. Tout ce qui est « préjugé », « mœurs bourgeoises », la dessert, l'affaiblit, et il se trouve des gens pour prétendre élever cette minorité à la hauteur de sa tâche avec le BLUFF, le MENSONGE, LA CALOMNIE !

Ces gens peuvent, quelque temps, exister par les reflets de la personnalité du géant d'Octobre, TROTSKY (d'ailleurs par le jeu de ses faiblesses), ils ne construiront rien de durable. La IV^e Internationale se construira contre eux, ce sont des personnages « officiels », ils seraient de bons bureaucrates, certains espèrent le devenir, ils ne veulent à aucun prix la « vérité » qui fut le symbole de ralliement des oppositionnels en France ; « IL FAUT A LA CLASSE OUVRIERE UNE CURE DE VERITE », déclarions-nous en 1929.

Plus que jamais cette cure est nécessaire. S'il faut avoir le mensonge pour système, nous préférons ne pas être « officiels ».

La rédaction de la « L. O. », encore une fois pour l'affaire Klement, a employé les méthodes de bluff et de mensonge..., mais on y est habitué à tel point que le discrédit que ces gens jettent sur les trotskystes est lourd.

Mais comme il a fallu passer par le chemin tracé par « La Commune » — (« La lutte doit se délimiter... ») — alors nos officiels se vengent odieusement et font un amalgame savant de noms de militants « qui nous auraient quittés ». Nous n'avons pas de comptes à leur rendre. Il nous suffira de noter qu'aucun de ces militants révolutionnaires que cite « La Lutte » n'a été déconsidéré. Aucun d'eux n'a fait preuve de légèreté criminelle (Zeller, Corvin), ou été en liberté après des aveux mensongers et abjects (Zannon), pour ne citer que quelques-uns qui furent exclus de la direction du P.O.I. ou abandonnés par elle.

Parmi un amalgame de noms, la « L. O. » cite celui d'un militant actuellement dans l'illégalité, le rédacteur de la « L. O. » le sait fort bien, et connaît notre solidarité avec ce militant objet de la répression. Citer son nom parmi d'hypothétiques « disparus » est une démonstration de plus de la malhonnêteté et de l'insouciance du rédacteur, le même qui décrète Vereeken « fatigué » pour expliquer la scission du P.S.R. belge !

Le fiel de la « L. O. » se manifeste avec d'autant plus d'ignominie qu'elle ne peut démentir aucun des faits rapportés par nous relativement à l'affaire Klement et plus particulièrement sur le système de sélection de la direction internationale et nationale. Système qui fait temporairement peser des charges écrasantes, hier sur un Klement et, encore aujourd'hui, sur un « bolche-

Une lettre de Léon TROTSKY

Nous reproduisons ci-dessous, en traduction, une lettre de Léon Trotsky datée du 1^{er} août et parue, en anglais, dans le « Socialist Appeal », hebdomadaire officiel du Parti Socialiste Ouvrier des Etats-Unis, numéro du 13 août 1938.

« Ce matin, 1^{er} août, j'ai reçu une lettre en langue allemande de Rudolf Klement, portant apparemment son écriture. La lettre est datée du 14 juillet et est probablement venue via Paris et New-York. L'écriture est sans aucun doute semblable à celle de Klement, mais présente un caractère fiévreux et maladif. La lettre est signée « Frédéric ». Quant à son contenu, c'est l'un des plus fantastiques documents que j'ai jamais eu entre les mains. Et, tout d'abord, toutes les précédentes lettres de Klement, y compris celles reçues quelques jours auparavant, commençaient par les mots « Cher Camarade » ou « Cher L. D. » (mes initiales). Cette dernière lettre commence par les mots « Monsieur Trotsky ».

Cette lettre présente, du commencement à la fin, une accumulation incohérente d'accusations contre la IV^e Internationale, contre moi personnellement, et contre mon fils décédé, Léon Sedoff.

vik » comme Rous, ancien secrétaire de Marchandeaun, ministre hier de l'Intérieur, aujourd'hui des Finances.

Aux ouvriers révolutionnaires qui veulent combattre pour la régénérescence du mouvement ouvrier, nous disons : L'organisation française « officielle », par sa politique et ses méthodes, nuit au développement de nos idées, exprime les relents des méthodes bureaucratiques, doit être ouvertement combattue, car bâtir le Parti est chose sérieuse. Si sérieuse que nous ne renonçons nullement à amener cette organisation « officielle » à l'UNITÉ SUR DES BASES POLITIQUES ET D'ORGANISATION SAINES, avec le P.C.I.

ILS ONT L'APPUI DE TROTSKY, nous dira-t-on ?

Nous répétons à nouveau que Monsieur et Madame Paz ont eu bien longtemps contre nous cet appui... Où en sont-ils ? Est-ce suffisant, CET APPUI variable, pour bâtir un Parti lié aux ouvriers ? Nous ne le croyons pas !



Des canons, des avions

Pour la course aux armements, la bourgeoisie ne se contente pas d'exiger des travailleurs plus de 40 heures de travail par semaine, elle prélève sur chacun, à chacune de ses dépenses, même les plus nécessaires, des sommes qui, au total, font des milliards.

Pour lutter contre ce régime, il faut atteindre les travailleurs d'abord par notre presse et, pour cela, il suffit pour commencer que chacun de nos lecteurs nous fasse parvenir un abonnement, qui une souscription.

Avant les « vacances », nous avions pendant plusieurs mois assuré une parution trihebdomadaire au prix d'efforts immenses. Pour la période qui vient, l'organisation va envisager de donner au journal la forme la plus appropriée aux luttes à mener, dont le mouvement des dockers de Marseille n'est qu'un combat d'avant-garde. Les efforts que nous ferons dépendront, dans une importante mesure, de l'appui que nous recevrons des camarades.

Trouver des lecteurs nouveaux, être notre correspondant régulier, placer des abonnements, souscrire régulièrement, tels sont les moyens que chacun peut et doit mettre en œuvre pour assurer le développement de « la Commune ».

Nous publierons, dans le prochain numéro, la liste des sommes qui nous sont parvenues dans les dernières semaines, allongez cette liste en versant au compte postal Brausch 1773-07, Paris.

P. S. — Les camarades qui ont reçu une circulaire relative à la diffusion du journal sont priés d'attendre une note complémentaire afin de nous répondre globalement.

Ces accusations sont de deux sortes : la première catégorie d'accusations — de toute évidence dictées par le Guépéou — comprend l'inévitable « bloc » avec le fascisme et la liaison avec la Gestapo ; la seconde catégorie comprend une série d'accusations concernant divers épisodes de la vie de la IV^e Internationale.

Ces dernières accusations semblent constituer une tentative d'explication pour le soudain changement de position de Klement.

EN CONTRADICTION AVEC LA PERIODE PASSEE LA PLUS PROCHE.

Ce qui est le plus frappant, c'est que le contenu de cette lettre, dans tous ses détails, est en contradiction directe et évidente avec des centaines de lettres écrites par Klement, jusqu'à la période passée la plus proche, à des amis communs et à moi-même.

Cette lettre est écrite tout comme si le passé n'avait pas existé.

Seul quelqu'un de parvenu au dernier degré d'épuisement physique et moral a pu écrire ainsi, et n'a pu l'écrire que sous la dictée de personnes absolument ignorantes du passé de Klement, mais voulant se servir de lui pour leurs fins.

Théoriquement, on pourrait former la supposition que Klement a perdu l'esprit. Mais, dans ce cas, il n'en resterait pas moins que le puzzle que constitue sa lettre indiquerait que son aliénation mentale contient les éléments des « accusations » bien connues du Guépéou.

Nous ne devons pas oublier un seul instant que Klement était intimement familier à la vie et au travail de la IV^e Internationale, qu'il avait été particulièrement indigné par les « accusations » du Guépéou lors des procès de Moscou, et que son indignation avait trouvé des expressions inimitables, dans des douzaines de lettres. Klement avait pris une part active aux travaux pour démasquer les faux des procès de Moscou et ses travaux sont imprimés dans de nombreux documents et apparaissent dans de multiples lettres.

OU EST KLEMENT ?

Il est surtout probable que cette lettre a été écrite dans les griffes du Guépéou, et que Klement, craignant pour sa vie ou pour la vie de personnes qui lui sont chères, ou, finalement, sous l'influence de certaines drogues, écrivit ce qui lui fut ordonné, sans essayer de corriger les absurdités dictées.

Il est même possible que Klement ait introduit ces absurdités dans sa lettre, afin de compromettre le Guépéou et de rendre clair le rôle de celui-ci dans cette affaire. Dans tous les cas, cette lettre écrite et adressée à moi témoigne que cette affaire aura une suite. La disparition de Klement reste un mystère. Où est-il ? Que lui est-il arrivé ? La lettre que j'ai reçue ne porte trace d'aucun cachet de départ ; elle a, apparemment, passé de ville en ville ; l'enveloppe intérieure porte seulement mes initiales. Je vais tenter, naturellement, d'obtenir toute l'information nécessaire sur la route postale parcourue par cette lettre.

Elle se termine par ces mots : « Je n'ai pas l'intention d'engager publiquement la lutte contre vous ».

Inutile de dire que je souhaiterais par-dessus tout au monde que l'infortuné Klement puisse parler « publiquement »... s'il est encore vivant.

J'envoie immédiatement une photographie de cette lettre en France pour la mettre à la disposition des autorités ; également une photographie à la Commission d'Enquête sur les procès de Moscou, de John Dewey, à New-York.

Je souhaite et j'espère que la solution de ce cas soit trouvée et que la lumière complète soit faite sur ce mystère.

1^{er} août 1938.

N.D.L.R. — Le document du « Socialist Appeal » nous étant parvenu au moment de mettre sous presse, la traduction a dû en être faite hâtivement et nous la publions sous toutes réserves.

Nous publierons dans le prochain numéro de « La Commune » une longue lettre écrite par Léon Trotsky au juge d'instruction chargé, à Paris, de l'enquête sur les causes de la mort suspecte de Léon Sedoff, enquête qui, depuis six mois, reste toujours en cours.

Après notre mise en garde contre une infamie

Le Secrétariat du P.C.I. a dénoncé comme mensongère l'information parvenue à la représentation du P.O.U.M. à l'étranger selon laquelle le camarade Fosco serait retourné en Espagne dans un bataillon du P.S.U.C. (stalinien).

La Commission désignée par le Secrétariat du P.O.I. a pris contact avec la représentation du P.O.U.M. à l'étranger ; celle-ci a pris acte de notre déclaration et a informé notre Commission qu'après vérification, cette information avait été reconnue fautive et proviendrait d'une erreur commise par un camarade.

Le Secrétariat du P.C.I.

Le 23 août 1938.